

ses importations d'Europe occidentale se sont élevées en 1951 à 187 millions de dollars, contre 171 en 1950 et 135 en 1938. Les principaux fournisseurs de la Pologne ont été la Suède (minerai de fer), le Danemark, la Grande-Bretagne (machines) et l'Allemagne occidentale (machines); les principaux fournisseurs de la Tchécoslovaquie, la Belgique, la Suisse, la Suède et l'Allemagne occidentale. En général, la place des « démocraties populaires » a fortement reculé dans le commerce extérieur de tous les pays capitalistes, à l'exception des pays scandinaves et, dans une certaine mesure, de l'Italie et de la Suisse. Cette diminution est sensible, surtout pour la Grande-Bretagne et l'Allemagne, qui jadis se ravitaillaient en vivres dans ces pays et y vendaient des produits manufacturés. Elle n'est pas due seulement au blocus; la demande des pays d'Europe orientale se porte aujourd'hui presque exclusivement sur l'outillage industriel et certaines matières premières (métaux non ferreux, caoutchouc, coton). Si le blocus a rendu difficile l'approvisionnement des « démocraties populaires » (*The Econo-*

mist, 1^{er} mars 1952, rapporte un discours d'un dirigeant stalinien polonais se plaignant de la pénurie de métaux non ferreux causée par le blocus), et si de grands efforts sont entrepris par le commerce, légal et clandestin, du bloc soviétique pour s'approvisionner en roulements à billes, aciers spéciaux, appareils de télécommunication, tubes pour installations pétrolières, etc., la structure économique nouvelle des « démocraties populaires » commence à se faire sentir également dans le commerce extérieur. Un pays jadis exclusivement agricole comme la Hongrie exporte actuellement des automobiles Diesel et des wagons de chemin de fer climatisés en Turquie, des médicaments et des appareils à rayons X en Egypte et des postes de T.S.F. jusqu'en Belgique. Il vient même de conclure un contrat pour la livraison de trains entiers à l'Argentine, entrant en concurrence avec les U.S.A., la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Belgique à ce sujet. Ce sont là des transformations qui auront à la longue des effets profonds sur la structure du marché mondial dans son ensemble.

5. — LA LUTTE POUR LE RENDEMENT ET LA RESISTANCE OUVRIERE

L'introduction d'une quantité considérable de machines nouvelles doit nécessairement aboutir à augmenter la productivité du travail. Des difficultés inévitables peuvent résulter de l'afflux dans l'industrie de centaines de milliers de paysans, non habitués à opérer avec des instruments de travail en général, et des instruments de précision en particulier. Ce n'est pas cependant cette difficulté qui est considérée en premier lieu par les dirigeants staliniens, quand ils se plaignent du rendement insuffisant de la main-d'œuvre dans les pays du « glacis ». C'est bien l'augmentation de l'intensification du travail, l'accélération du rythme de travail, des cadences, la généralisation de la chaîne et du système du *dispatcher*, c'est-à-dire un effort physique supplémentaire des travailleurs qu'ils exigent. A cet effort physique accru s'ajoutent la prolongation de la semaine de travail, la suppression du samedi libre pour les mineurs, la diminution du paiement supplémentaire, le travail de nuit, les heures supplémentaires, le travail des femmes dans l'industrie minière et les industries insalubres. La résistance des ouvriers à ces mesures, surtout de Pologne, de Tchécoslovaquie et dans une certaine mesure de Hongrie, éduqués par des dizaines d'années de lutte de classe, est acharnée.

Le moyen de pression le plus sûr que les autorités staliniennes possèdent pour influencer l'attitude ouvrière, c'est la fixation étatique des salaires. Dans la plupart des « démocraties populaires », la fiction de la « convention collective » entre syndicats (à direction stalinienne) et Etat (à même direction) a été laissée tomber. Là où, comme en Allemagne orientale, elle a été introduite, elle prévoit expressément que le gouvernement peut lui-même, s'il le considère nécessaire, modifier ou fixer la « norme » de production liée au salaire de base. En Tchécoslovaquie (*Neue Zürcher Zeitung*, 27 mai 1951) on fixe le « fonds de salaires » de chaque usine de façon stable, ne pouvant plus être dépassé

sauf au cas où les objectifs du plan sont dépassés. Cela signifie que les travaux pour réaliser le plan, s'ils exigent des heures supplémentaires au-delà des heures prévues, ne seront pas rétribués ou aboutiront à la baisse générale des salaires. Cette mesure fut accompagnée d'un relèvement général des normes. En août 1951, une seconde révision eut lieu (*The Economist*, 8 septembre 1951), aboutissant à une véritable réduction des salaires moyens. *Rabotni chesko Delo*, organe central du Parti stalinien bulgare, se plaint (18 décembre 1951) que les normes sont trop « fixes » dans l'industrie bulgare. Le relèvement progressif des normes et la différenciation des salaires sont exigés pour augmenter le rendement des travailleurs. En Roumanie, dès le début de 1951 furent prises des mesures de relèvement des normes et de réduction des salaires des travailleurs non qualifiés et de paiement des heures supplémentaires (*The Economist*, 13 janvier 1951).

La politique des prix constitue une arme de pression indirecte aux mains du gouvernement; sans modifier les salaires nominaux, la hausse des prix provoque la baisse des salaires réels. Ceci s'est passé notamment en Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie avec l'introduction, la suppression et la réintroduction successives des doubles secteurs de prix (secteur rationné et secteur libre). Il en résulte par exemple en Hongrie une hausse des prix du pain, du beurre et du bœuf de près de 300 % après la suppression définitive du rationnement, et une hausse du prix du lard, du sucre, de l'huile végétale et du lait de près de 200 %. En même temps, les salaires nominaux n'augmentaient que de 28 % (*The Economist*, 9 février 1952). C'est le moyen utilisé par les dirigeants staliniens pour enlever de la main droite ce qu'ils accordent de la main gauche pour stimuler le rendement : des augmentations de salaires. Ainsi est supprimé ce que Eugène Varga n'a pas hésité à appeler cyniquement « la fièvre de